





VILLE DE POINTE-A-PITRE

Région et Département de la Guadeloupe

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

Sous la Présidence de Monsieur Harry DURIMEL Maire de la Ville de Pointe-à-Pitre 3^{ème} séance de l'année Mardi 19 avril 2022

Convocation adressée aux élus Lundi 25 avril 2022

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE: 33

PRESENTS

Harry DURIMEL
Tania GALVANI
François PELLECUIER
Corinne DIAKOK-EDINVAL
Henri ANGELIQUE
Philippe RIBERE
Marie-Hélène SALOMON
Jimmy LOUIS
Rosette BENNETO
Dominique DOLMARE
Marie-Andrée MANDIL

PRESENTS

Alain SOREZE
Myriame LACROSSE
Bruno FANFANT
Jean-Marc SOUKAÏ
Marie-Odile LOUIS-ALPHONSE
Evelyne DEMOCRITE
Mehdi KEITA
Loïc MARTOL

ABSENTS

Cécile BOUCAUD Georges BREDENT (proc. D DOLMARE) Yann NANETTE (proc. M-H SALOMON) Badi FADDOUL (proc. F. PELLECUIER) Madly PAULIN-GARGAR (proc. J-M SOUKAÏ) Michèle ROBIN-CLERC (proc. A. SOREZE) Danita LEBRERE (proc. M - O LOUIS-ALPHONE) Alex AUCAGOS (proc. J. LOUIS) Jacques BANGOU (proc. M. KEITA) Sandra ENJARIC Jean-Charles SAGET Claude BARFLEUR Monique DECASTEL Marie-Eugène TROBO-**THOMASEAU** (proc. L. MARTOL)

Régularisation relative au versement d'une subvention

exceptionnelle 2020 à la Caisse des

RF Guadeloupe

Contrôle de légalité

Date de reception de l'AR: 04/05/2022

971-219711207-BF 006 2022-BF

Régularisation relative au versement d'une subvention exceptionnelle 2020 à la Caisse des Ecoles de Pointe-à-Pitre

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-21, Vu le rapport de présentation relatif à la régularisation du versement d'une subvention exceptionnelle 2020 à la Caisse des Ecoles de Pointe-à-Pitre

Entendu le rapport du Maire, et après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE A l'unanimité

Article 1 : D'autoriser le maintien de la subvention exceptionnelle 2020 de 500 000 € imputés, le 18 février 2021, dans les comptes de la Caisse des Ecoles de Pointe-à-Pitre.

Article 2 : De régulariser budgétairement le versement de ladite subvention exceptionnelle par l'émission d'un mandat d'un montant de 500 000 € au chapitre 65 – article 657361 dont les crédits inscrits au budget primitif 2022 sont suffisants.

Article 3 : D'autoriser le Maire à engager toutes les démarches et à signer tous documents nécessaires à la réussite de ce processus.

Article 4 : Le Maire et, sous son autorité, les services municipaux sont chargés de l'exécution de la présente délibération, de sa transmission aux services de l'État et de sa publication au recueil des actes administratifs de la Ville.

Celle-ci pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-préfecture

et publication ou notification

du:



RF Guadeloupe

Contrôle de légalité
Date de reception de l'AR: 04/05/2022
971-219711207-BF 006 2022-BF